



**Cour  
Pénale  
Internationale**

**International  
Criminal  
Court**

# 15 novembre 2010 #55 La CPI semaine après semaine



## Situation en République démocratique du Congo

Dans cette situation, les quatre affaires suivantes sont devant la Cour : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda*, *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*, et *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana*. Les accusés Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui sont actuellement détenus par la Cour. Le suspect Callixte Mbarushimana, arrêté en France le 11 octobre 2010, est actuellement détenu par les autorités françaises pendant l'examen de la requête pour sa remise à la CPI. Le suspect Bosco Ntaganda demeure en fuite. Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, le procès s'est ouvert le 26 janvier 2009. Le procès dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* s'est ouvert le 24 novembre 2009.

### Décisions adoptées entre le 8 et le 12 novembre 2010

#### Affaire Lubanga

**Redacted Decision on the "Prosecution's request for non-disclosure of information in transcripts of the Lubanga case to defence in the Katanga and Ngudjolo case" and the "Joint Application for maintaining discrete redactions to transcripts of witness DRC-OTP-WWW-0007"**

Rendue par la Chambre de première instance I, le 11 novembre 2010

**Decision on the scope of the prosecution's disclosure obligations as regards defence witnesses**

Rendue par la Chambre de première instance I, le 12 novembre 2010

**Redacted Decision on the "Prosecution's Application for Admission of Documents related to Witness 297 Pursuant to Article 64(9)"**

Rendue par la Chambre de première instance I, le 12 novembre 2010

#### Affaire Katanga et Ngudjolo Chui

**Quatrième décision relative à 2 demandes de participation de victimes à la procédure**

Rendue par la Chambre de première instance II, le 8 novembre 2010

**Décision aux fins d'autorisation de comparution des victimes a/0381/09, a/0018/09, a/0191/08 et pan/0363/09 agissant au nom de a/0363/09**

Rendue par la Chambre de première instance II, le 9 novembre 2010

## Situation en République centrafricaine

Le gouvernement de la République centrafricaine a renvoyé la situation devant la Cour en décembre 2004. Le Procureur a ouvert une enquête en mai 2007. Dans l'affaire *Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo*, la seule actuellement en cours d'examen dans le cadre de cette situation, la Chambre préliminaire II a, le 15 juin 2009, confirmé deux charges de crimes contre l'humanité et trois charges de crimes de guerre, et a renvoyé l'accusé pour être jugé devant une Chambre de première instance. L'ouverture du procès, initialement programmée au 14 juillet 2010, a été reportée au 22 novembre 2010.

### Décisions adoptées entre le 8 et le 12 novembre 2010

#### Situation en RCA

**Decision on Victims' Participation in Proceedings Related to the Situation in the Central African Republic**

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 11 novembre 2010

## Affaire Bemba

### Decision on common legal representation of victims for the purpose of trial

Rendue par la Chambre de première instance III, le 10 novembre 2010

#### Liens utiles

Les procédures se déroulant dans la salle d'audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : [www.icc-cpi.int](http://www.icc-cpi.int)

Vous pouvez également consulter le **calendrier des audiences**

Des résumés audiovisuels sont disponibles sur notre **chaîne YouTube**

Vous pouvez également suivre les activités de la Cour sur **Twitter**

## Evénements

### Le Greffier de la CPI organise un séminaire sur le rôle du Greffe en matière de soutien et d'aide aux victimes et propose sa vision de l'avenir



Le Greffier de la CPI et les participants au séminaire sur le rôle du Greffe en matière de soutien et d'aide aux victimes © ICC-CPI

Les 8 et 9 novembre, à l'occasion d'un séminaire spécial portant sur le rôle du Greffe en matière de soutien et d'aide aux victimes, le Greffier de la Cour pénale internationale, Mme Silvana Arbia, a réuni au siège de la Cour des spécialistes tant externes qu'internes de la question, parmi lesquels des membres du personnel du Greffe travaillant dans les différents pays concernés par une situation. Ce séminaire a également été suivi par des représentants d'autres organes, du Bureau du conseil public pour les victimes et du Bureau du conseil public pour la Défense.

Les exposés et les débats tenus lors de ce séminaire aideront le Greffe à mettre en œuvre la Stratégie de la CPI concernant les victimes. Dans son allocution de bienvenue, le Greffier a déclaré que « le Greffe est investi au regard des victimes d'un mandat important qui, d'emblée, a déterminé les principales orientations de ses activités. Le personnel du Greffe a remarquablement accompli un travail énorme dans ce domaine et il est à présent temps de faire le point et de réfléchir aux différents moyens de poursuivre dans cette voie. »

Le Greffier adjoint a replacé ce séminaire dans son contexte en donnant une vue d'ensemble de la stratégie concernant les victimes, ainsi que de la contribution des autres organes et bureaux participant à sa réalisation.

Parmi les orateurs invités figuraient Mme la juge Renate Winter, qui siège à la chambre d'appel du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, Mme Gina Donoso, psychologue clinicienne et sociopsychologue spécialiste des droits de l'Homme, Mme Jennifer Melton, représentante de l'UNICEF dans le cadre de la réponse multi-sectorielle pour les survivants de violences sexuelles en RDC, Carlos Martin Beristain, médecin et psychologue, Helena Vranov-Schoorl, membre de la Section d'aide aux victimes et aux témoins du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, et Phuong Pham, Directeur de recherches, Human Rights Center, Université de Californie - Berkeley.

Pour commencer, les différentes sections du Greffe qui sont régulièrement en contact avec des victimes – à savoir l'Unité d'aide aux victimes et aux témoins, la Section de la participation des victimes et des réparations et l'Unité de la sensibilisation – ont expliqué quels étaient leur rôle et leurs responsabilités vis-à-vis des victimes. Après une présentation des dispositions pertinentes du cadre juridique de la CPI, des attentes des victimes et des activités des institutions et agences internationales et nationales intervenant dans le domaine du soutien et de l'aide aux victimes, les participants ont réfléchi aux moyens d'améliorer les travaux du Greffe et en particulier la coopération avec les autres acteurs en vue de la mise en œuvre du troisième objectif de la stratégie concernant les victimes.

Ils ont ensuite débattu de l'effet de ces activités d'aide et de soutien sur le personnel qui s'occupe de victimes d'atrocités. « Nous ne sommes pas tous psychologues, nous avons des métiers différents, nous sommes journalistes ou juristes. Après avoir rencontré des victimes, écouté leur douloureuse histoire et souvent vu les cicatrices qu'elles portent encore, nous nous retrouvons entre collègues au bureau extérieur et nous ne pouvons que nous consoler les uns les autres », a expliqué l'un des coordinateurs chargé de la sensibilisation.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie, le Greffe s'efforcera d'informer plus clairement les victimes de ce qu'elles peuvent espérer, de la part de qui et à quel moment. Le Greffe renforcera également les mesures destinées à assurer le bien-être du personnel qui est en contact avec les victimes et à prévenir la traumatisation secondaire.

### La CPI célèbre l'admission de la République populaire du Bangladesh en tant que nouvel Etat partie



Le Président de la CPI, M. le juge Sang-Hyun Song, remet un exemplaire spécial du Statut de Rome à l'Ambassadeur du Bangladesh, S.E. Muhammad Ali Sorcar, lors d'une cérémonie tenue au siège de la Cour en présence du Vice-Président de l'Assemblée des Etats parties, S.E. Jorge Lomónaco © ICC-CPI

Une cérémonie s'est tenue le 12 novembre au siège de la Cour pénale internationale (CPI) pour célébrer l'admission de la République populaire du Bangladesh en tant que nouvel état partie au Statut de Rome.

Lors de la cérémonie, le Président de la Cour, le juge Sang-Hyun Song, a remis dans un geste symbolique un exemplaire spécial du Statut de Rome à l'Ambassadeur du Bangladesh, S.E. Muhammad Ali Sorcar, afin de souhaiter à ce pays la bienvenue au sein de la communauté des Etats parties.



Le président Song a salué l'engagement du Bangladesh en faveur de la paix, de la justice et de la primauté du droit, déclarant qu'en ratifiant le Statut de Rome, le Bangladesh s'est joint au nombre croissant des nations du monde qui unissent leurs efforts afin de mettre fin à l'impunité pour les crimes les plus graves qui touchent l'humanité.

S.E. Jorge Lomónaco, Vice-Président de l'Assemblée des Etats parties et Ambassadeur du Mexique, a souligné que, grâce à la ratification du Statut par le Bangladesh, quelque 156 millions d'êtres humains supplémentaires sont désormais protégés par le cadre juridique mis en place par le Statut de

Rome, ajoutant qu'en prenant une telle décision, le Bangladesh lançait également un appel aux autres états à se joindre aux efforts visant à œuvrer en faveur de la justice dans le monde.

Prenant la parole à son tour, l'Ambassadeur Sorcar a rappelé que son pays était résolument engagé à œuvrer en faveur d'un monde de tolérance, de paix et de justice, où tous les peuples, de toutes races et



de toutes convictions, vivent dans l'harmonie et la dignité.

La cérémonie s'est tenue en présence de plusieurs hauts responsables de la Cour, dont les juges Erkki Kourula, Daniel Nsereko, Christine Van den Wyngaert et Cuno Tarfusser, ainsi que du greffier adjoint, M. Didier Preira, et de Mme Shamila Batohi, qui représentait le Bureau du Procureur.

**Allocution du juge Sang-Hyun Song, Président de la CPI**

**Allocution de S.E. Jorge Lomónaco, Vice-Président de l'Assemblée des Etats parties et Ambassadeur du Mexique**

**Allocution de S.E. Muhammad Ali Sorcar, Ambassadeur du Bangladesh**

Vidéo de l'événement sur : [YouTube](#)

## Calendrier

NOVEMBRE 2010						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
22	23	24	25	26	27	28
Ouverture prévue du procès Bemba		Séminaire de la CPI sur la protection des victimes et des témoins				
Lancement de la campagne pour les avocates africaines à Dakar (Sénégal)						
29	30					
DECEMBRE 2010						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
Neuvième session de l'Assemblée des États parties à New York						
		Ouverture prévue de l'audience de confirmation des charges dans l'affaire Banda et Jerbo				

Le calendrier est susceptible de changements de dernière minute.